

170, BOULEVARD DU MONT PARNASSE 382 CHILI: LE RAPPROCHEMENT AVEC LE BRÉSIL
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

Dans l'interview ci-dessous, donnée au journal brésilien "O Estado de São Paulo" du 8 mai 1977, le général Pinochet donne son point de vue sur les pressions nord-américaines à propos des droits de l'homme au Chili et au Brésil (cf. DIAL D 369).

Il rappelle sa proposition d'échange de prisonniers politiques avec Cuba. Il donne son avis sur un axe Santiago-Brasília pour le Cône sud. Il annonce son intention d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays, en particulier en matière d'armement.

(Note DIAL)

INTERVIEW DU GENERAL PINOCHET

Question - Quelle est la position du Chili suite aux récentes initiatives des Etats-Unis concernant l'Amérique latine et considérées par certains pays, dont le Brésil, comme une "ingérence dans les affaires intérieures", en particulier le lien établi entre l'aide militaire et les droits de l'homme?

Réponse - Le Chili est préoccupé par la rupture d'unité dans l'hémisphère et ne peut qu'être solidaire des pays amis qui sont victimes d'une tentative ouverte d'immixtion dans leurs affaires intérieures. C'est un coup porté contre les bases mêmes de la vie interaméricaine et une atteinte au principe nationaliste de l'autodétermination. Le Chili a été le premier à repousser cette tentative d'ingérence menée - comme aujourd'hui - sous la bannière des droits de l'homme qui seraient ici prétendument violés.

Rien n'est plus respectable que l'identification d'un régime avec la défense des droits de l'homme, ainsi que le fait aujourd'hui le président Carter. Rien n'est plus digne d'éloges, car l'existence de la liberté et de la dignité est intimement liée à l'existence de tels droits.

Mais je crois aussi que la défense de la personne humaine doit être envisagée dans un cadre suffisamment large pour ne pas tomber dans le purisme ou dans un moralisme qui fausse cet objectif. En ce qui concerne l'Amérique latine, c'est une région du monde où de nombreux gouvernements ont été appelés par leurs concitoyens pour mettre un terme à la violence extrême du castro-communisme et à la menace monstrueuse de nouvelles dictatures communistes comme celle de Cuba.

Notre gouvernement a été appelé par le peuple pour protéger les droits de l'homme de la grande majorité des chiliens qui veulent travailler en paix, avancer sur la voie du progrès et vivre en liberté. Telle est la vraie raison d'être du mouvement qui, au Chili, a commencé le 11 septembre 1973. Un mouvement militaire qui a retiré le pouvoir à une tyrannie, absolument illégitime, qui avait jeté le pays dans la crise politique, économique et sociale la plus aiguë de son histoire. Au Chili, nous nous acheminons en droite ligne vers la dictature du prolétariat, c'est-à-dire vers la répétition des crimes horribles qui constituent la vie quotidienne des peuples esclaves de l'empire soviétique.

L'agression permanente du castro-communisme, sous les formes occultes et inhumaines du terrorisme et de la lutte armée en milieu urbain ou rural, nous oblige à demeurer en état d'urgence pour garantir la sécurité de tous les citoyens et viser à une stabilité de fait permettant de déboucher sur l'esprit national, l'action politique permanente et la nouvelle constitutionnalité. C'est là une manière globale, efficace et intelligente de défendre les droits de l'homme. La preuve a été faite que le dialogue est stérile puisque le castro-communisme ne le recherche pas de bonne foi; il s'est même révélé avoir un effet contraire car il a permis le renforcement de la capacité de résistance et volé un temps précieux aux Forces armées.

Voilà les considérations à prendre en compte pour aborder le problème des droits de l'homme en Amérique latine. En toute hypothèse, aucun pays de notre hémisphère ou en-dehors ne peut en aucun cas s'attribuer le droit d'intervenir dans nos affaires intérieures. Aussi me semblent-elles exactes et réalistes les réflexions du général George Brown, chef de l'état-major conjoint des Forces armées nord-américaines, quand il se déclare préoccupé par l'éclatement et la rupture de la solidarité dans l'hémisphère, suite à la politique du nouveau gouvernement de Washington. Je crois que le moment est venu de rappeler l'histoire du développement du communisme mondial. Les peuples qui en doutent sont condamnés à répéter les horreurs et à revivre les souffrances qu'il entraîne.

Q - Quelle est la situation actuelle des droits de l'homme au Chili?
Comment le gouvernement chilien envisage-t-il cette question?

R - Comme je l'ai déjà dit, notre régime est arrivé au pouvoir pour préserver les droits de l'homme. C'est pourquoi nous n'acceptons de recevoir de leçon en la matière de personne. Nous sommes soucieux d'élaborer une législation complète, propre à protéger effectivement la liberté et la dignité des personnes. Nous apportons des améliorations à la protection constitutionnelle des droits de l'homme.

Nous n'avons pas d'autre prisonnier que le dirigeant communiste Jorge Montes, dont la libération dépend du dictateur Castro. Nous voulons l'échanger contre la liberté d'Huber Mattos (1). Plusieurs mois déjà se sont écoulés depuis que nous avons proposé cet échange, mais le tyran de Cuba ne veut pas faire ce geste humanitaire et se refuse à donner Mattos. Je me demande: Mattos est-il toujours en vie? En quel état de santé se trouve-t-il? Je crains que les réponses ne soient guère encourageantes.

Quant à ce que pense mon gouvernement sur le problème des droits de l'homme, j'ai déjà répondu dans la question précédente.

Q - On parle d'une alliance Santiago-Buenos Aires-Montevideo-Asunción-La Paz-Brasília, c'est-à-dire d'un front uni entre pays à gouverner fort du Cône sud pour mener une action politique au plan international. Cette information est-elle fondée? Le Chili est-il favorable à la formation d'une alliance de ce type? Si oui, dans quel domaine pourrait-elle agir?

R - Nous ne nous proposons pas, de façon délibérée, de mener des actions diplomatiques concertées. Cependant, la nature des événements nous oblige à procéder de façon uniforme afin de sauvegarder notre vérité et la tranquillité de nos peuples.

——— (1) C'est le 11 septembre 1975 que le général Pinochet avait pris l'initiative de défier l'Union Soviétique (échange Corvalán-Boukoswky, réalisé le 18 décembre 1976) et Cuba. Le sénateur communiste Montes est détenu depuis 1974, et Mattos depuis 17 ans. (NdT)

Q - Où en sont aujourd'hui les relations entre le Chili et le Brésil?
La coopération entre les deux pays a-t-elle augmenté sur les plans
financier, culturel, militaire et commercial?

R - Les relations entre le Chili et le Brésil sont les meilleures qu'on puisse imaginer. Elles se renforcent dans tous les domaines. Au cours des dernières années, le Brésil est devenu l'un de nos meilleurs acheteurs de cuivre et d'un certain nombre de produits manufacturés. Nous avons reçu du Brésil de nombreux crédits qui renforcent notre développement. Les échanges touristiques sont en augmentation tous les ans et, pour la dernière saison, nous avons vu dans presque toutes nos stations balnéaires des milliers et des milliers de touristes brésiliens qui concrétisent ainsi le rapprochement fraternel entre nos deux peuples.

Sur le plan militaire, je peux dire que nous avons eu l'honneur de recevoir la visite du ministre de l'Air brésilien, le général Joelmir Campos de Araripe Macedo, à l'occasion des cérémonies du 47^e anniversaire de la Force aérienne chilienne. Nous renforçons les liens d'amitié qui unissent nos deux nations.

Le Chili avait déjà acheté antérieurement au Brésil des équipements militaires. Nous allons imprimer un nouveau rythme à ces achats, dans la mesure de nos besoins en défense; et ceci, dans le but de nous dégager progressivement des pressions de certaines puissances qui se croient habilitées à intervenir dans nos affaires politiques et qui jouent pour cela sur les fournitures militaires. En nous ravitaillant davantage au Brésil, je crois que nous oeuvrons dans le sens du renforcement de notre indépendance nationale et régionale. Nous contribuons aussi à l'ouverture de marchés pour une industrie qui a besoin d'intégrer une technologie avancée et qui, de ce fait, ne peut se lancer dans une production à quelques unités.

Il est évident que le Chili se réserve le droit d'acheter où il veut ses équipements militaires mais, en ce qui concerne le Brésil, nous pouvons parler d'une sympathie particulière qui est le fruit des difficultés spécifiques imposées au Cône sud.

(Traduit du brésilien par DIAL)

Abonnement annuel: France 150 f - Etranger 175 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249